

Keir Starmer acte la fin du multiculturalisme

Royaume-Uni Les immigrés, boucs émissaires des problèmes du pays, devront s'intégrer avant tout.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le Royaume-Uni tourne une page dans sa relation avec l'immigration. Réputé pour avoir promu et appliqué la doctrine du multiculturalisme, le gouvernement britannique a, petit à petit, fini par adopter celle de l'intégration, largement utilisée sur le continent européen. Le signal officiel du changement de paradigme a été donné lundi par le Premier ministre travailliste Keir Starmer lors d'un discours présentant de nouvelles mesures destinées à réduire l'immigration légale, qui ne portent donc pas sur les arrivées par bateaux à travers la Manche.

"Je pense que nous devons réduire l'immigration de manière significative", a lancé un Keir Starmer en verve. S'il a reconnu que "la migration fait partie de l'histoire nationale de la Grande-Bretagne", que "les migrants" ont participé à la reconstruction du pays après la Deuxième Guerre mondiale et qu'ils "apportent une contribution énorme aujourd'hui", il est temps à ses yeux de changer de logiciel. "Lorsque des personnes viennent dans notre pays, elles doivent s'engager à s'intégrer, à apprendre notre langue, et notre système devrait activement faire la distinction entre ceux qui font des choses et ceux qui n'en font pas", a-t-il prévenu. Sans quoi, "nous risquons de devenir une île d'étrangers, et non une nation qui avance ensemble".

Un écho glaçant

Cet appel a glacé de nombreux adhérents, électeurs et élus de son parti. Nombre de ces femmes et hommes de gauche gardent rangé dans un coin de leur tête le discours connu sous le nom des "Fleuves de sang", prononcé en 1968 par l'ancien ministre Enoch Powell et considéré comme le premier vrai discours d'extrême droite raciste par une figure politique nationale. Et notamment l'une de ses phrases restée célèbre: "Ils se sont retrouvés étrangers dans leur propre pays." Une phrase étrangement proche de celle déclamée par Keir Starmer.

Comme semble lointaine l'époque où le parti travailliste accueillait à bras ouverts les étrangers ayant décidé de refaire leur vie au Royaume-Uni. Anthony Giddens, l'un des sociologues et politologues les plus éminents du pays, devenu le conseiller du

Premier ministre Anthony Blair (1997-2007) suite à l'écriture de *La Troisième Voie*, nous avait expliqué lors d'un entretien il y a quelques années en quoi consistait le multiculturalisme promu à l'époque par le gouvernement. "Mal compris en Europe, apparu au Canada, il signifie favoriser un dialogue continu et des interactions entre les différents groupes pour ne pas les autoriser à vivre dans des communautés séparées, pour que des quartiers ne se referment pas sur eux-mêmes." Pour être à l'aise avec les autres, ces communautés se devaient d'être à l'aise avec elles-mêmes. Elles pouvaient ainsi préserver leurs traditions et habitudes, tant qu'elles respectaient celles des locaux.

Une réaction à la percée de Reform UK

Avec la nouvelle doctrine Starmer, les immigrés seront triés sur le volet, puis étalonnés pendant des années pour être certains qu'ils n'abusent pas de la légendaire hospitalité britannique. Tout candidat à un visa de travail devra passer un test d'anglais plus poussé qu'actuellement et tous les membres de sa famille devront faire de même pour l'accompagner. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège le droit à une vie de famille, ne pourra plus être utilisé que de

manière "vraiment exceptionnelle". Les visas de travail et de résidence pourront être annulés pour les immigrés coupables de crimes mineurs comme le vol à l'étalage ou la consommation de drogue. Un immigré ne pourra demander un statut de résident qu'au bout de dix ans, contre cinq aujourd'hui. Enfin, ils de-

ront toujours se déplacer avec un document d'identité numérique, alors que les documents d'identité ne sont pas aujourd'hui obligatoires.

Après avoir mis fin à une aide sociale destinée à permettre à tous les retraités de payer leur chauffage, avoir durci les critères d'obtention des aides pour handicapés, Keir Starmer s'en prend donc à un troisième groupe social considéré comme faible. Difficile de ne pas voir dans ces mesures une réaction à la large victoire lors des élections locales du 1^{er} mai de Reform UK, le parti populiste anti-immigration de Nigel Farage.

Pour le féliciter de ce tournant, le tabloïd *The Daily Mail* a estimé en Une que "le Labour nous prend pour des idiots". Son collègue *The Daily Express* assure qu'"on a déjà entendu tout cela, mais il est temps de concrétiser". Un sondage paru mardi a pourtant révélé que 53 % des Britanniques sont d'accord avec l'idée que "nous risquons de devenir une île d'étrangers, et non une nation qui avance unie", contre 27 % qui ne le sont pas, et 30 % ont été gênés par les mots utilisés.

"Nous risquons de devenir une île d'étrangers, et non une nation qui avance ensemble."

Keir Starmer
Premier ministre britannique.